

GRANDES QUESTIONS INTERNATIONALES

Le Canada et la France ont sensiblement les mêmes préoccupations internationales et il n'est donc pas étonnant que leurs points de vue convergent sur bon nombre de questions d'actualité. Les deux pays se consultent d'ailleurs fréquemment, tant au niveau politique qu'au niveau des fonctionnaires, et il leur arrive, à l'occasion, d'entreprendre des initiatives communes.

Certains sujets sont régulièrement débattus aux rencontres de haut niveau. Ce sont: le contrôle des armements et de désarmement, les négociations commerciales multilatérales, la dette internationale, la situation en Afrique du sud, en Amérique centrale et au Moyen-Orient et le terrorisme.

Contrôle des armements et désarmement

Le Canada et la France, en tant que pays alliés, envisagent les questions liées à la défense et à la sécurité à partir d'un ensemble commun de préoccupations et de perceptions concernant la sécurité mondiale.

Le Canada a toujours été d'avis qu'il faut soutenir le régime existant de contrôle des armements tant que ne sera pas intervenu un accord sur la mise en place d'un régime amélioré de limitation des armements stratégiques.

Le Canada a appuyé les recherches américaines sur les systèmes d'armes antimissiles basés dans l'espace, y voyant une mesure prudente compte tenu de l'activité soviétique dans ce domaine. Le Canada n'a pas signé avec les États-Unis un accord de gouvernement à gouvernement sur l'IDS.

Le gouvernement du Canada a vigoureusement soutenu la position de négociation des États-Unis aux entretiens de Genève. Nous sommes encouragés par la détermination des États-Unis et de l'Union soviétique à exploiter les progrès accomplis l'an dernier, lors de la rencontre entre le Président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev en Islande. Au Canada, nous suivons les entretiens de Genève avec une attention particulière, car des réduc-

tions importantes des missiles balistiques auraient des incidences sur notre pays dans la mesure où elles conduiraient à s'appuyer davantage sur les bombardiers et les missiles de croisière. Le Canada a accueilli avec satisfaction la récente proposition soviétique visant la conclusion d'un accord séparé pour l'élimination des forces nucléaires de portée intermédiaire (INF) en Europe, de même que le dépôt à Genève d'un projet d'accord américain sur ce point. Il reste toutefois à régler d'importantes questions concernant la vérification et les missiles intermédiaires de courte portée.

Le Canada participe activement aux travaux des forums multilatéraux qui se penchent sur le contrôle des armes classiques. Nous prenons également une part active aux discussions préliminaires qui ont lieu présentement à Vienne entre les 23 États membres de l'OTAN et les pays du Pacte de Varsovie et qui visent la mise en place d'un nouveau forum de négociations sur la réduction des armements dans l'ensemble de l'Europe. Les questions de sécurité et les mesures de confiance font par ailleurs l'objet de discussions à la Réunion de suivi de la CSCE, également à Vienne. Le Canada se trouve ainsi à participer à toutes les discussions en cours sur la limitation des forces classiques en Europe.

Négociations commerciales multilatérales (NCM)

Les pays signataires de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), y compris le Canada et la France, se sont réunis en septembre dernier à Punta del Este, en Uruguay, afin de lancer un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales (NCM) qui définiront les règles du jeu commercial international jusqu'au XX^e siècle. Pour le Canada, les NCM représentent à la fois un défi et une occasion de trouver des solutions à long terme aux problèmes actuels et naissants qui se posent aux nations commerçantes. Conscient que le temps presse, le Canada aborde les négociations d'Uruguay avec la volonté arrêtée de lutter contre les menaces protectionnistes,